

*Affaires courantes*

Les pétitionnaires s'inquiètent, ayant constaté, à la lecture de l'Accord de libre-échange nord-américain, que l'eau douce ne semble pas exemptée des dispositions de l'accord. Ils demandent au gouvernement de déclarer explicitement que cet accord ne s'applique pas à l'eau douce, car ils craignent que le gouvernement n'accepte de vendre de l'eau, par transfert entre bassins hydrographiques, aux États-Unis et au Mexique.

Les pétitionnaires demandent donc au gouvernement de les rassurer et de soustraire l'eau douce à l'application de cet accord commercial.

## LE PROJET DE LOI C-91

**Mme Dawn Black (New Westminster—Burnaby):** Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je dépose une pétition présentée par des centaines de citoyens de tous les coins du pays. Les pétitionnaires demandent au gouvernement de renoncer au projet de loi C-91, qui porte sur l'attribution de licences pour d'autres médicaments génériques et permettra aux grands fabricants de commercialiser leurs médicaments sans subir la concurrence des produits génériques pendant une période pouvant aller jusqu'à 20 ans.

Les pétitionnaires disent que les médicaments existants ou nouveaux coûtent déjà beaucoup plus cher aux particuliers et aux régimes provinciaux et privés d'assurance-médicaments depuis 1987, année où les libéraux ont fait adopter le projet de loi C-22, prévoyant une période de dix ans sans concurrence des produits génériques.

Les pétitionnaires demandent donc au Parlement de ne pas donner suite au projet de loi C-91 et d'abroger aussi le projet de loi C-22 pour que les Canadiens puissent profiter au maximum des médicaments génériques, plus économiques, et que les régimes provinciaux et privés d'assurance-médicaments puissent servir les Canadiens sans devoir exiger des primes plus élevées ni réduire la couverture.

## LA PAUVRETÉ

**M. Lawrence MacAulay (Cardigan):** Monsieur le Président, en vertu de l'article 36 du Règlement, j'attire l'attention de la Chambre, au nom de citoyens de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et du Nouveau-Brunswick, sur le fait que des centaines de milliers de Canadiens âgés vivent dans la pauvreté et que plus de 80 p. 100 des femmes seules de 65 ans et plus sont réduites à l'indigence.

Les pétitionnaires demandent au Parlement d'exhorter le gouvernement à veiller à ce que les prestations de

sécurité de la vieillesse soient suffisantes pour satisfaire aux besoins de base des personnes âgées.

## L'EMPLOI

**M. Fred J. Mifflin (Bonavista—Trinity—Conception):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le devoir de prendre la parole en conformité avec l'article 36 du Règlement pour présenter une pétition signée par 66 de mes électeurs de la région de Salmon Cove, de Perry's Cove, d'Adam's Cove et de Broad Cove, ce qu'on appelle la côte nord de ma circonscription, dans la région de Carbonear.

Ils demandent qu'on prenne en considération ceux qui travaillaient dans des secteurs autres que les pêches et qui sont à la recherche d'un emploi. Ils signalent à la Chambre les difficultés économiques dont souffre leur région et la difficulté qu'ils ont à trouver un emploi.

Les pétitionnaires demandent humblement au Parlement de leur prodiguer des conseils et surtout de les aider à trouver un emploi.

• (1520)

## L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE NORD-AMÉRICAIN

**M. Rod Murphy (Churchill):** Monsieur le Président, j'ai une pétition qui a été signée par un certain nombre de Canadiens, et leur message me paraît très clair.

Voici ce qu'ils y disent: nous demandons au Parlement de rejeter le projet de loi visant à mettre en application l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA).

C'est un message très simple, et j'espère que tous les parlementaires l'écouteront.

**M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor):** Monsieur le Président, j'ai moi aussi une pétition portant un grand nombre de signatures de mes électeurs qui souscrivent au même message que celui que mon collègue vient de présenter à la Chambre.

Il s'agit d'un message très direct qu'ils adressent au Parlement. Ils nous prient très vivement de rejeter le projet de loi visant à mettre en application l'Accord de libre-échange nord-américain. Mes électeurs croient fermement que cet accord ne fera qu'empirer une situation déjà mauvaise. Elle nous fera perdre des emplois. C'est pour cette raison qu'ils nous demandent de rejeter toute mesure en ce sens.

## LE PRIX DE L'ESSENCE

**M. Peter Milliken (Kingston et les Îles):** Monsieur le Président, je prends la parole pour présenter une autre pétition signée par de nombreux habitants d'Ottawa qui s'opposent au prix élevé de l'essence dans cette région, comparativement aux autres régions de l'Ontario, particulièrement celle du sud.